

**AUDIENCES PUBLIQUES DU BAPE
SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE
L'INDUSTRIE DES GAZ DE SCHISTES AU QUÉBEC**

Présentation déposée à la Commission par :

Georges Bergeron

Le 24 novembre 2010

Geoges Bergeron citoyen de St-Édouard et propriétaire d'une terre à bois située au 5375 rang Lucieville, laquelle sera traversée par un gazoduc.

Commentaires personnels sur l'exploitation du gaz naturel.

Monsieur président madame et messieurs les commissaires. Même si on n'est pas encore dans l'esprit des fêtes je tiens à formuler des souhaits.

Ce qui se passe aux États Unis et au Québec, c'est faux.

Que Mme Normandeau a raison de même que M. Caillé.

Que les municipalités vont avoir plus de pouvoir.

Qu'on va demeurer maître chez-nous. Ce que je vis présentement, comme propriétaire, me permet d'en douter.

Que le gouvernement va laisser passer les gazoducs sur les terres publiques quand c'est possible même si plus difficiles et plus couteux.

Que les gazières vont utiliser les terres privées en dernier recours.

Que le bon voisinage est lieu non seulement avant mais aussi durant et après les travaux.

Que j'ai tort de craindre pour l'avenir. Je pense quand 2010 ,toute société qui se respecte n'a pas le droit de prendre le moindre risque au sujet de l'eau potable et de l'air, denrées indispensables à la vie.

Que suite à vos recommandations le gouvernement prendra des décisions favorables aux Québécois à court et à long terme dans l'intérêts des Québécois.

Que les générations futures, nos petits-enfants, n'auront pas à payer pour les erreurs de notre génération.

Conclusion

Je respecte les personnes qui ne partagent pas mon opinion en souhaitant sincèrement que l'avenir va leurs donner raison.



St-Édouard-de-Lotbinière

Publié le 20 novembre 2010 à 05h00 | Mis à jour à 14h32

C.-B.: le monde rural bousculé par le boom gazier



Le réservoir Williston, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, où la société Talisman souhaite s'approvisionner avec un réseau d'eau privé.
Photo Garth Lenz, collaboration spéciale



Charles Côté
La Presse

(Fort St. John) Une activité frénétique agite Fort St. John, la «ville énergétique», selon le slogan municipal. Le long de l'Alaska Highway qui traverse la ville de 20 000 habitants, des convois de machinerie lourde défilent devant les hôtels construits en hâte et les ateliers de mécanique industrielle.

Ici, les camionnettes, nombreuses, sont exactement comme dans les publicités: toujours flambant neuves, souvent rutilantes, parfois couvertes de boue.

Le boom de l'industrie gazière en Colombie-Britannique n'est nulle part plus apparent qu'ici, à 700 kilomètres au nord-ouest d'Edmonton.

Talisman Energy vient d'inaugurer de nouveaux bureaux, mais, déjà, on prévoit déménager dans des locaux plus grands, explique John McGougan, chef des opérations terrain pour Talisman dans la région.

À une heure de route à l'ouest, dans les collines au pied des Rocheuses, Talisman a investi plus de 300 millions depuis un an pour lancer l'exploitation de son principal gisement de schistes gazéifères en Colombie-Britannique.

Talisman prévoit 1000 forages dans une zone de 10 kilomètres sur 15 située sur des terres publiques au nord de la localité de Hudson's Hope. «On pourrait être là pour 40 ans», dit M. McGougan. Et l'exploitation va s'accélérer: «Nous sommes à la recherche d'un partenaire financier pour porter nos investissements à 1 milliard l'an prochain.»

La pièce maîtresse de Talisman: un projet de réseau d'eau privé de 20 kilomètres capable de pomper annuellement 2,2 millions de mètres cubes d'eau, l'équivalent de deux piscines olympiques par jour, à partir du réservoir hydroélectrique Williston, l'un des plus vastes de la Colombie-Britannique. La facture atteindra les 50 millions, selon M. McGoogan.

Car même si Talisman se targue de recycler 90% de son eau, elle en aura besoin en quantité pour poursuivre l'exploitation de son gisement.

Le réseau passera sur le ranch de 940 acres de Terry et Bob Webster. Ces deux jeunes retraités, elle de l'enseignement, lui de son travail d'électricien pour BC Hydro, élèvent des bisons. Les Webster font partie des derniers pionniers du continent. En 1972, ils se sont vu concéder certaines des dernières terres à défricher au Canada, au pied des Rocheuses.

L'an dernier, ils ont réduit leur troupeau de 250 à 100 têtes en raison de la sécheresse qui a sévi au cours des dernières années. L'ironie est amère pour ces ranchers qui vont voir passer sous leurs pieds toute l'eau pompée pour l'industrie gazière.

<http://www.cyberpresse.ca/environnement/dossiers/gaz-de-schiste/201011/19/01-434462...> 2010-11-20

Les Webster savent que rien ne pourra arrêter le passage de la conduite d'eau et l'ajout prévu d'un troisième gazoduc, ou même l'installation de plateformes de forage chez eux. Ils pourront simplement tenter de négocier certaines modalités, quitte à se retrouver devant un tribunal d'arbitrage qui ordonnera une compensation. Compensation qui, disent-ils, ne changera rien au fait que leurs bisons ne peuvent cohabiter avec l'activité industrielle. «Le pire, c'est de penser qu'on devra devenir des policiers sur notre propre terre, dit Mme Webster, au terme d'une promenade sur son ranch. Si une société s'installe ici, qui va être là pour surveiller si elle décide de déverser de l'eau polluée?»

«Tout ce qui nous reste à faire est de bien nous informer et bien encadrer l'accès de l'industrie à notre terre», dit-elle. Plus facile à dire qu'à faire: les avocats spécialistes travaillent presque tous pour l'industrie du gaz. «Même après des années à participer à des rencontres d'information et à tout lire ce qu'on trouve, on peut quand même se faire avoir, déplore Mme Webster. Par exemple, chez un voisin, ils n'avaient pas précisé que le chemin d'accès était voué à une plateforme d'une société bien précise. Puis, il y a eu d'autres projets dans le secteur et ce chemin sur leur terre est devenu le principal accès pour toutes les sociétés.»

Mme Webster a accompagné La Presse sur la route qui traverse le chantier de Talisman, à une dizaine de kilomètres plus au nord.

Un camp de 250 travailleurs a été construit dans la forêt boréale qui couvre les collines. Partout autour, l'équipement lourd excave des bassins de stockage d'eau, nivelle des plateformes de forage, perce de nouvelles routes et étend le réseau de collecte de gaz. «Si c'est ce qu'ils appellent un faible impact sur le territoire, j'aimerais bien voir à quoi on se compare», dit Mme Webster.

Sur une des plateformes, une opération de fracturation vient de prendre fin: 17 puits sont prêts à produire. Cela a nécessité la livraison par camion-citerne de 200 cargaisons d'eau tous les jours pendant deux mois. Des camions qui passaient devant la maison des Webster, 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Oui, certains gagnent leur vie avec le gaz, dit Mme Webster. Elle parle de cet autre voisin qui a fait plus d'argent cette année avec un seul camion-citerne qu'avec son ranch. Même son mari Bob travaillait cette journée-là comme électricien dans le garage de la principale entreprise de camionnage du village.

Mais l'essentiel n'est pas là, dit-elle. «Qu'est-ce qui arrive si nous finissons par nous faire chasser de cet endroit où nous avons tout investi?» demande-t-elle.

À une heure de route au sud de Fort St. John, Ken Hill guide La Presse entre les vastes champs taillés en carrés réguliers dans la prairie vallonnée du hameau de Farmington.

On roule devant un école primaire. «Ici, nous avons réussi à obtenir une marge de sécurité de 1000 mètres de la plus proche installation gazière», dit le jeune retraité devenu militant écolo.

L'industrie gazière a fait une irruption bruyante dans la vie de M. Hill, à l'été 2008. À trois kilomètres de chez lui, un puits stimulé par fracturation hydraulique a laissé échapper du gaz sous haute pression. «C'était comme un 747 atterrissant dans votre cour», dit-il.

Deux ans plus tard, il y a une douzaine de puits dans son voisinage. Et deux usines de compression. «Il n'y a aucune planification, dit-il. L'intérêt des habitants, on n'en tient pas compte du tout.»

«Oui, il y a des travailleurs qui devaient s'exiler en Alberta avant et qui sont maintenant dans la région. Si vous montez dans le train du gaz, vous vous débrouillez bien, mais sinon, vous ramassez la facture.»

M. Hill nous dépose chez un de ses voisins, Brian Derfler, fermier qui cultive le grain sur ses 1200 acres. Il craint que l'agriculture ne s'efface devant l'industrie gazière. «Juste pour le terrassement d'une plateforme près d'ici, ils ont utilisé assez de carburant pour faire rouler ma ferme pendant cinq ans, dit-il. Ça me dit que l'exploitation gazière a déjà remplacé notre économie traditionnelle.»

Encore plus au sud, dans la localité de Pouce Coupé, Tim et Linda Ewert accueillent La Presse. Arrivés en pionniers sur leur terre à défricher en 1973, il étaient «bios» bien avant la mode. Ils ont fui l'industrialisation de leur Ontario natal pour vivre en quasi-autarcie.

Le projet était faisable, à condition d'y consacrer leur vie. Le résultat après 37 ans: une maison chaleureuse et spacieuse - mais toujours sans électricité -, du bétail, une basse-cour, un grand potager. Leurs deux enfants y ont grandi.

Pour eux, le bilan de l'industrie gazière qui s'est installée partout aux alentours est très sombre. «On s'étouffe dans les nuages de poussière soulevés par les poids lourds, dit Tim Ewert. Il est très rare qu'on n'entende pas quelque part un compresseur ou une foreuse. L'hiver, la nuit, le ciel est orange à cause des torchères. Il y a deux ans, on a été malades tous les deux, ainsi que notre voisin. Des maux de tête et des nausées pendant des jours. La société nous a dit qu'il y avait eu une fuite, mais sans nous dire de quoi. Puis, cette année, la source qui nous alimentait en eau potable depuis 30 ans a arrêté de couler. On n'a pas de preuve qu'il y a un lien avec les forages, mais on ne sait pas trop ce qu'on va faire pour l'eau potable au cours de l'hiver.»

Mais le comble pour le couple a été l'explosion l'an dernier d'un puits de la société EnCana. «Notre voisin nous a appelés pour nous avertir de ne pas sortir, parce qu'il y avait un nuage de gaz de deux kilomètres de long», raconte M. Ewert.

Selon l'enquête de la Commission provinciale du pétrole et du gaz, la conduite d'acier à la sortie du puits a cédé après avoir subi l'abrasion du sable mélangé au gaz pendant les huit mois suivant sa mise en service.

L'enquête a conclu que le puits a été mis en service alors qu'il n'avait pas été suffisamment purgé, selon les propres normes de la société. Le rapport d'enquête souligne aussi qu'EnCana a lancé un ordre d'évacuation à 10h16, alors que les premiers signes d'un problème ont été détectés par les voisins dès 2h30 cette nuit-là. «La réaction des autorités et d'EnCana a été pitoyable», dit M. Ewert.

Le couple ne sait pas s'il va rester sur place. «Le boom va durer 20 ans et après, on va se retrouver avec toute cette tuyauterie percée», dit M. Ewert. «Ce n'est pas qu'on a envie de partir, dit Linda Ewert. On a même fait une demande pour avoir notre propre cimetière sur le terrain. Mais trouvez-vous normal qu'on ait même à se poser la question, alors qu'on vit ici depuis 37 ans?»

Partager

Recommander 3

1

publicité

© 2000-2010 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.